

Compte rendu

Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire

Mercredi
18 mars 2015
Séance de 9 heures 30

Compte rendu n° 36

– Table ronde sur la candidature de la France à l'Exposition universelle 2025 « *ExpoFrance 2025 : un enjeu de dynamisation des territoires dans la mondialisation* », avec la participation de M. Bernard Soulage, vice-président de la région Rhône-Alpes, délégué à l'Europe et aux relations internationales, M. Stéphane Beaudet, président de l'Association des maires d'Île-de-France, maire de Courcouronnes, M. Edward Arkwright, directeur général adjoint finances et stratégie d'Aéroports de Paris, et M. Stéphane Volant, secrétaire général de la SNCF 2

SESSION ORDINAIRE DE 2014-2015

**Présidence de
M. Jean-Paul
Chanteguet**
Président

La Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire a organisé une **table ronde sur la candidature de la France à l'Exposition universelle 2025** « *ExpoFrance 2025 : un enjeu de dynamisation des territoires dans la mondialisation* », avec la participation de **M. Bernard Soulage, vice-président de la région Rhône-Alpes, délégué à l'Europe et aux relations internationales, M. Stéphane Beudet, président de l'Association des maires d'Île-de-France, maire de Courcouronnes, M. Edward Arkwright, directeur général adjoint finances et stratégie d'Aéroports de Paris, et M. Stéphane Volant, secrétaire général de la SNCF.**

M. le président Jean-Paul Chanteguet. À la demande de M. Jean-Christophe Fromantin qui a été le président de la Mission d'information sur la candidature de la France à l'Exposition universelle de 2025, laquelle a rendu son rapport le 28 octobre dernier, j'ai accepté que soit organisée une table ronde sur les enjeux de dynamisation des territoires que ce projet peut entraîner.

Nous accueillons donc : M. Bernard Soulage, vice-président de la région Rhône-Alpes délégué à l'Europe et aux relations internationales, M. Stéphane Beudet, président de l'Association des maires d'Île-de-France, maire de Courcouronnes, M. Stéphane Volant, secrétaire général de la SNCF et M. Edward Arkwright, directeur général adjoint aux finances et à la stratégie d'Aéroports de Paris.

Je vous propose de commencer notre table ronde par une intervention de M. Jean-Christophe Fromantin qui s'appuiera sur un petit film et quelques projections. Puis nous écouterons nos quatre intervenants avant de passer aux questions des groupes politiques et des députés.

M. Jean-Christophe Fromantin. Merci d'accueillir cette table ronde. Certains d'entre vous ont participé à la mission d'information parlementaire que j'ai animée pendant près d'un an avec M. Bruno Le Roux afin de porter cette candidature. Je vous en rappellerai les étapes et les prochaines séquences, avant de revenir sur sa structuration et son objectif, qui ont été présentés la semaine dernière à la Fondation Louis Vuitton dans le cadre d'une conférence de présentation officielle de la candidature française.

L'idée de déposer la candidature de la France à la prochaine Exposition universelle a émergé en 2011. Ce genre de manifestations a lieu tous les cinq ans : celle de Milan s'ouvrira dans quelques semaines, celle de Dubaï en 2020 et la suivante se tiendra donc en 2025. Pour cette dernière, la date de dépôt des dossiers a été fixée en 2016.

Nous avons en effet pensé, avec un certain nombre d'universitaires et de patrons de grandes entreprises françaises, que la contribution des expositions universelles à la grande séquence industrielle du XIXe siècle avait été décisive pour notre pays, en termes d'aménagement du territoire, d'architecture, d'aménagement urbain et d'économie. Des centaines de produits sont nés au cours de cette « saga » des expositions universelles, dont la première a été organisée en France en 1855 et la dernière en 1900. Celle que l'on a appelée « le bilan du siècle » a eu un énorme succès et a attiré à Paris 53 millions de visiteurs – à comparer avec les 73 millions de visiteurs de l'exposition de Shanghai de 2010.

Ces opérations incroyables, planétaires, qu'on a pu qualifier d'« Olympiades du progrès », ont pour finalité l'innovation et l'échange sur des valeurs universelles ainsi que la volonté de progresser en y associant l'ensemble du monde.

Il nous a semblé que l'élan de la Révolution industrielle et les éléments de conjoncture de la dernière partie du XIX^e siècle étaient assez similaires – toutes proportions gardées – avec ce que nous vivons aujourd'hui, à savoir : un certain doute sur notre modèle économique, des trajectoires d'innovation extrêmement accélérées et une forme de mondialisation. À l'époque, le contexte avait permis d'avancer. Notre mission parlementaire en a conclu qu'il était temps, aujourd'hui, que la France retrouve une trajectoire d'innovation et de progrès et mobilise le pays, ses habitants, ses PME, ses TPE, ses territoires, ses grandes entreprises dans ce grand rendez-vous que la France pourrait donner au monde en 2025.

Une Exposition universelle n'est pas un événement isolé, mais une étape dans une trajectoire. De fait, le projet que nous mettons au point suppose dix ans de préparation puis, nous l'espérons, des années et des années pendant lesquelles nous en tirerons les fruits. Pensez à l'électricité, à la télévision, aux bateaux-mouches et à la tour Eiffel, nés des expositions universelles. L'impact incroyable de ces expositions prouve qu'elles constituent un investissement sur l'avenir.

J'observe qu'il s'agit d'abord d'une candidature française, et pas seulement de celle d'une ville. C'est celle d'un pays entier, et d'ailleurs le fait que nous proposons de l'organiser sur l'ensemble du territoire est un des éléments marqueurs de cette candidature.

Ensuite, le dépôt du dossier aura lieu en 2016, et la décision sera prise en 2018 par les 170 États membres du Bureau international des expositions (BIE). Cette structure, qui porte les expositions universelles dans le monde, existe depuis 1928 et son siège est à Paris. Les chefs d'État y délèguent tous les cinq ans un ambassadeur pour voter l'attribution d'une Exposition universelle. Ce sont donc les États qui candidatent et qui choisissent.

À la fin de l'année 2014, le Président de la République a officiellement annoncé que la France serait candidate à l'Exposition universelle de 2025. Nous sommes donc entrés dans un processus de construction de notre candidature, pour être les premiers à déposer un dossier en avril 2016, au BIE. Suivra une campagne électorale au niveau international, puisqu'il faut aller voir l'ensemble des pays qui votent, pour les convaincre que la France pourrait être le pays hôte de cette Exposition universelle.

Plusieurs rendez-vous se sont tenus à Matignon. Le Premier ministre nommera un délégué interministériel pour nous accompagner dans ce processus de candidature. Un certain nombre de partenaires, dont la liste s'allonge de jour en jour, se sont d'ores et déjà mobilisés – des collectivités, mais aussi des entreprises et des associations.

Une série de diapositives, que je vais vous commenter, illustre le thème « ExpoFrance 2025 ».

Évoquons tout d'abord, les grandes orientations de la candidature :

Une candidature à une Exposition universelle est un appel « universel » à la mobilisation. Celle-ci sera une exposition multipolaire, dans la mesure où nous avons pris le parti de ne pas nous limiter à un seul site.

C'est un projet entrepreneurial et collaboratif. Le modèle économique choisi est extrêmement particulier puisqu'il ne sera pas fait appel à des subventions. Enfin, c'est un projet très axé sur des mobilités. Ceux qui en sont les acteurs reviendront sur le sujet tout à l'heure.

Ensuite, passons au thème de cette Exposition universelle : « *Au cœur des territoires s'ouvre celui des hommes* ».

Bien sûr, ce n'est pas un thème proprement dit, puisque l'exposition se veut universelle, donc ouverte sur l'ensemble des problématiques mondiales. Mais c'est le résultat d'un travail mené pendant deux ans par 400 étudiants sur ce que devrait exprimer une Exposition universelle. Et pour eux, c'était l'hospitalité.

Selon eux, il existe deux types de mondialisation possibles : une mondialisation très « standardisante », très lissante qui neutralise petit à petit nos cultures et nos avantages comparatifs ; et une mondialisation qui, par le truchement de toutes les technologies et de tous les effets amplificateurs, peut nous permettre de mieux appréhender la diversité des hommes, des territoires et des cultures. Et la mondialisation dont cette génération a envie, c'est la seconde, celle qui s'enrichit de ses diversités territoriales.

L'expression « *au cœur des territoires s'ouvre celui des hommes* » est ainsi née de la nécessité d'accueillir, mais également d'offrir des regards sur la diversité des cultures dans le monde. Et cela nous a paru particulièrement heureux, compte tenu de notre diversité territoriale et culturelle.

Il est question de bâtir une exposition sur plusieurs pôles, tout en respectant le cahier des charges du BIE qui impose, notamment, un site central. Le site central sera ici un grand pôle numérique où l'on pourra découvrir les cultures, les atmosphères et les paysages du monde entier. Ce que l'on pourrait appeler aussi « village » ou « palais » ou « galerie » numérique reste à inventer. Cet espace unique de 200 000 à 300 000 mètres carrés, qui pourra accueillir 50 à 80 millions de visiteurs, fera l'objet d'un appel à projets, sur le territoire du Grand Paris. Ensuite, douze « forums » de l'Exposition universelle : « villages », « palais » ou « galeries » thématiques seront répartis sur Paris, le Grand Paris et les métropoles françaises.

J'ajoute qu'un territoire numérique sera ouvert avant l'exposition. Il accueillera, notamment, une plate-forme d'appel à l'innovation afin de résoudre tous les problèmes posés par l'accueil d'une Exposition universelle et cette trajectoire d'innovation.

Le « Village numérique » permettra une expérience immersive au cœur des territoires du monde. En 1900, on avait imaginé de construire sorte de sphère immense, que les gens auraient pu visiter par un système de passerelles, afin de découvrir l'ensemble des pays du monde. C'est un peu l'idée qui inspire le « Village numérique » : découvrir le monde par le biais des technologies du moment, des technologies de projection d'images qui seront certainement très intéressantes à découvrir à cette occasion.

Ce « Village numérique » sera développé par un groupement d'entreprises et d'universités françaises et internationales. C'est un projet d'innovation en tant que tel, géré par une entreprise dédiée – comme l'a été à l'époque la tour Eiffel – et enrichi à partir d'une plate-forme de *crowdsourcing*, d'appel à l'innovation mondiale, pour incrémenter toutes les innovations qui pourraient être nécessaires. Le budget d'investissement sera de 500 millions d'euros. Enfin, le site, sélectionné sur appel à projets, sera converti après l'exposition.

On l'a dit, douze forums, palais ou galeries thématiques seront répartis à la fois sur le territoire de Paris, du Grand Paris et dans les métropoles. Sur l'une des diapositives, vous trouvez le palais de référence de toutes ces grandes expositions universelles : le « Palais des machines ». Le dernier, qui date de 1900, fut le Grand Palais.

L'idée est que la nouvelle exposition ne sera pas construite sur le modèle des pavillons actuels construits par pays, mais sur le mode de douze grandes galeries transversales où tous les pays pourront venir exposer et partager ce qu'ils peuvent mettre en avant, dans le cadre du thème proposé.

Il y aura : l'agora des arts vivants ; la galerie des paysages ; le « mooc » des connaissances – un *massive open on line course*, qui durera pendant six mois et portera sur toute une série de thèmes ; le quartier oxygène, très écologique ; une galerie sur les terres d'accueil, liée au tourisme ; un espace avant-gardiste sur les mobilités connectées ; le palais des découvertes ; un site sur les nouveaux patrimoines du nouveau siècle ; le grand restaurant du monde ; le palais des images ; un voyage dans l'espace et le génie du corps, un site sur les grandes problématiques de santé publique. Là encore, ces grandes thématiques ont été travaillées avec une douzaine d'universités et de grandes écoles françaises.

Ces douze forums seront adossés à des sites existants, à des monuments ou à des sites en projet. Des villes, des départements ou des régions nous ont dit avoir un projet de musée, de palais des congrès ou de stade et vouloir l'intégrer dans l'une de ces douze grandes thématiques. Il s'agit d'utiliser ce qui est en cours ou qui pourrait l'être, et de l'adapter aux besoins de chaque thème. Le montant estimatif des cofinancements de la part de la structure d'organisation de l'Exposition universelle est de 800 millions d'euros. Les sites seront sélectionnés *via* un appel à projets, qui sera probablement lancé au cours de 2015.

La dernière orientation de notre candidature réside dans les mobilités interconnectées et positives. L'exposition étant multipolaire, les mobilités doivent être à l'avenant.

Il me semble important de ne pas faire des mobilités des éléments de contrainte, mais des éléments positifs. Nous aurons à travailler sur un système de gestion multimodale des déplacements. Il faut pouvoir anticiper les centres d'intérêt et le voyage qu'aura à effectuer, notamment sur le territoire français, toute personne qui souhaite se rendre à l'Exposition universelle de Paris, qu'elle vienne d'Australie, d'Amérique ou d'ailleurs. C'est la raison pour laquelle ADP, la SNCF, la Société du Grand Paris, Renault, la RATP et Air France, tous partenaires d'ExpoFrance depuis plus d'un an, travaillent sur la construction de ces mobilités.

Passons aux éléments financiers du projet – le *business plan*.

On prévoit un peu plus de 3 milliards de recettes. Ces recettes sont construites autour de l'hypothèse de 40 millions de visiteurs – une part des 80 millions de visiteurs qui entrent en France chaque année – et d'un ticket à 40 euros permettant de visiter le pavillon numérique et l'ensemble de ses sites. Cela génère une recette d'à peu près 1,6 milliard d'euros. Par ailleurs, les exposants contribuent également aux recettes, on prévoit 100 000 exposants – traditionnellement, il y en a 200 000 à 250 000 sur une Exposition universelle – avec un droit d'entrée à 10 000 euros. D'où une recette supplémentaire d'un milliard d'euros. Il faut enfin évoquer une série de recettes liées, entre autres, au site internet sur lequel les prévisions de trafic seraient de l'ordre d'un milliard de connexions de visiteurs uniques.

La prévision de dépenses est de 2,9 milliards. Le préfinancement du Village numérique représenterait 500 millions d'euros. Le cofinancement des douze forums, destiné à soutenir les initiatives des collectivités, serait de 800 millions d'euros. Il faudrait compter 500 millions d'euros pour la promotion, 700 millions d'euros pour l'organisation, et environ 400 millions d'euros pour l'aménagement et la location d'espaces – pour les exposants, notamment.

Cela conduit à un résultat net d'à peu près 200 millions d'euros, sur lequel il y a un effet de levier. Un groupe travaille avec les banques sur la façon d'utiliser ces 200 millions. L'idée est qu'avec un effet de levier de 4 ou 5, on pourrait mobiliser entre 1 et 1,5 milliard d'euros qui viendraient financer les innovations proposées sur la plate-forme de *crowdsourcing*.

Ce modèle semble complètement nouveau. Mais c'est exactement celui des expositions universelles du XIXe siècle, qui étaient tellement portées par la Révolution industrielle qu'elles n'ont pas coûté un franc d'argent public. Et j'ai lu des lettres de députés qui demandaient des faveurs pour acheter, au moment de l'Exposition universelle de 1889, davantage d'actions qu'ils n'en avaient le droit, tellement la perspective de gains était importante !

Malgré tout – et ce fut l'objet d'une discussion avec le Président de la République – la société d'organisation de l'Exposition universelle aura besoin d'une garantie de l'État pour lancer un emprunt obligataire, avant l'Exposition universelle. C'est nécessaire, dans la mesure où cette société n'est pas capitalisée et n'a donc pas d'historique financier. C'est la raison pour laquelle nous travaillons sur les grands principes de cet emprunt obligataire.

Ce sujet n'a de sens que s'il n'y a pas d'utilisation d'argent public – sauf pour soutenir et cofinancer les projets qui existent déjà. Si l'on avait recours aux subventions, ce projet d'Exposition universelle manquerait son objectif, qui est de pouvoir financer cette trajectoire.

La dernière diapositive présente la liste des partenaires d'ores et déjà mobilisés sur l'opération.

En conclusion, je vous propose de visionner le petit film qui a été présenté à la Fondation Louis Vuitton la semaine dernière...

M. le président Jean-Paul Chanteguet. Je vous remercie pour cette présentation. Nous allons maintenant entendre nos quatre intervenants.

M. Bernard Soulage, vice-président de la région Rhône-Alpes délégué à l'Europe et aux relations internationales. J'interviens au titre de l'Association des régions de France (ARF), et sans doute aussi parce que notre région a activement participé à l'Exposition universelle de Shanghai et qu'elle est très impliquée dans celle de Milan.

Je vais d'abord vous dire quelques mots de notre expérience. À Shanghai, nous avons un pavillon – situé sur la deuxième zone, sur la rive droite du Bund – où nous nous rendrons dans quinze jours pour accueillir une importante délégation composée, notamment, de parlementaires. À Milan, nous sommes également présents parce que nous sommes très liés à la Lombardie. Nous intervenons à l'intérieur du pavillon France. Mais nous travaillons aussi avec nos partenaires des « quatre moteurs pour l'Europe » que sont la Catalogne, la Lombardie et le Bade-Wurtemberg, dans le pavillon lombard, juste à côté du pavillon italien.

Je voudrais ensuite revenir sur quelques points.

Premièrement, le nombre des participants : sachez que celle de Shanghai a reçu moins de 10 millions d'étrangers et 63 millions de Chinois. C'est logique, car l'exposition avait été principalement faite pour les Chinois – d'ailleurs les seuls à accepter de faire quatre heures de queue pour entrer dans un pavillon. (*Sourires*) Milan recevra un nombre bien plus

modeste de visiteurs : 10 millions d'étrangers, voire un peu plus compte tenu de la proximité européenne, et 10 à 12 millions d'Italiens.

Je remarque que ces visiteurs sont principalement des touristes, qui viennent voir des pavillons, et qu'il y a très peu de VIP et de personnes intéressées par le business. Avec les Chinois, c'était caricatural. Ce sera sans doute encore le cas à Milan, bien que l'on ait essayé de limiter le phénomène.

Deuxièmement, l'héritage des expositions : à l'occasion des derniers jeux olympiques d'hiver et d'été, je me suis aperçu que cet héritage était fondamental dans le choix du pays d'accueil. Au comité international olympique (CIO), c'est le mot qu'il faut utiliser. De la même façon, au BIE, il devient de plus en plus important de démontrer qu'il y aura un héritage.

Cela dit, cela dépend des manifestations. L'héritage de Shanghai est quasi nul. Le seul héritage, ce sont les lignes de métro, qui auraient sans doute été faites dans les mêmes conditions, puisqu'elles l'ont été à Pékin. Mais les pavillons n'existent plus, la zone n'est pas encore reconvertie. Les Chinois n'avaient d'ailleurs aucun objectif d'héritage puisque tout était démontable, même le pavillon chinois. Dans leur logique, il s'agissait d'abord de faire venir des visiteurs et ensuite, que la vie continue comme avant. Quant à l'héritage de l'exposition de Milan, il sera faible. Pour les jeux olympiques, c'est assez différent. Ceux de Pékin ont laissé un héritage assez faible, purement sportif : un parc sans trop d'intérêt, qui vit mais n'a pas transformé la ville. En revanche, à Londres, on a assisté à une véritable transformation de quartiers – en particulier, avec la rénovation d'une partie très difficile de la ville.

Troisièmement, la thématique de l'exposition de Milan, que les Italiens ont volontairement choisie unique : « *Nourrir la planète* ». De fait, l'exposition est entièrement centrée sur l'alimentation et l'agroalimentaire. Ils ont fait ce choix d'abord parce qu'il s'agissait, selon eux, d'un sujet fédérateur au niveau de la planète, ensuite parce qu'ils voulaient démontrer que la Lombardie était capable de faire autre chose que de l'industrie, enfin parce qu'ils voulaient accentuer la dimension « business » de l'opération. C'est le moyen de dire aux visiteurs qu'une Exposition universelle, ce n'est pas uniquement des pavillons, mais aussi des colloques et beaucoup de travail sur le fond.

L'exposition ne commence que dans deux mois et on ne peut pas dire si elle sera ou non une réussite, ni si le fait d'avoir choisi une seule thématique – certes large – changera par rapport à tout ce qui a été fait précédemment, qui était très généraliste.

Jusqu'à présent, toutes les expositions universelles ont misé sur des pavillons nationaux dans la mesure où c'est le seul moyen de « gagner de l'argent ». La logique que vous avez adoptée pour 2025 est toute autre et cela m'amène à m'interroger.

Aujourd'hui, ce qui intéresse des pays comme l'Arabie saoudite ou le Qatar, c'est de réaliser un formidable pavillon pour attirer, à terme, des visiteurs chez eux. Ils l'ont fait à Shanghai et ils le referont à Milan. De son côté, la France avait réalisé un simple escalier, où l'on descendait et d'où l'on ressortait après avoir vu les grandes marques et les savoir-faire français. Le pari avait en effet été fait que 5 à 10 millions de personnes passeraient par ce pavillon.

L'exposition de Milan, qui porte sur une thématique précise, s'organise toujours autour de pavillons nationaux. En revanche, celle de Paris ferait « exploser » la dimension nationale dans douze lieux. Cela mérite d'y réfléchir, ne serait-ce que pour des raisons financières. Nous aurons besoin de bailleurs de fonds. Je n'ai pas encore vu d'Exposition universelle qui n'ait pas fait, au moins partiellement, financer les pavillons par les intéressés. Ma région contribue au pavillon français de Milan parce que nous y allons. Mais cela reste un pavillon national, avec un responsable français, chargé de récolter l'argent des régions, des villes, des entreprises. La logique que vous proposez est toute autre.

Je suis très lié au président de la région Piémont et au maire de Turin – ville qui n'est qu'à une heure de TGV de Milan. Pourtant, leur participation à l'Exposition universelle sera assez modeste. Seront d'abord concernés la ville de Milan, la région lombarde et l'État italien. Votre projet a une dimension plus « nationale ».

Honnêtement, je pense que c'est jouable. Mais cela suppose que certains États ne s'y opposent pas en disant qu'ils ne sont intéressés que par Paris, et qu'ils tiennent à leur pavillon national. Cela pourrait avoir des conséquences sur le choix du BIE qui, tout comme le CIO, est le siège d'une diplomatie très complexe. Je vous mets en garde. Pour preuve, je suis en train d'organiser un grand événement à Lyon pour préparer la COP 21 et l'un des principaux obstacles auquel je me heurte est précisément que certains des participants voudraient aller à Paris.

Enfin, les régions, et je parle au nom de l'ARF, seraient intéressées par cette dynamique qui associe les métropoles. Je conseille toutefois de ne pas s'en tenir aux seules métropoles. En effet, en fin de compte, ce sont les régions les plus grandes contributrices. J'en veux pour preuve les deux dernières expositions universelles. D'ailleurs, pour préparer l'Exposition de Milan, le ministre et le délégué général font la tournée des régions, afin de les mobiliser.

M. Stéphane Beudet, président de l'Association des maires d'Île-de-France, maire de Courcouronnes. Je tiens à féliciter M. Fromantin pour son travail formidable. L'Association des maires d'Île-de-France – qui a d'ailleurs consacré, lors du dernier salon de l'habitat, un atelier complet aux grands événements – voit dans notre candidature à l'Exposition universelle de 2025 l'opportunité de rendre au Grand Paris ses lettres de noblesse. Se fédérer, dans une métropole, autour d'un projet de cette envergure est évidemment source d'élan. Mais, dans une région francilienne pleine de paradoxes, les grands événements sont fédérateurs dès lors qu'ils ne sont pas focalisés sur la seule capitale, Paris. En ce sens, votre projet est particulièrement ambitieux.

À l'instar de Bernard Soulage, je trouve ce projet très intéressant et très novateur par rapport à la culture habituelle des expositions universelles, tout en m'inquiétant, comme de nombreux élus, de l'existence de plusieurs pôles répartis sur l'ensemble du territoire national. Non seulement il faudra trouver des bailleurs de fonds, non seulement les pays auront davantage de mal à s'organiser, mais la sécurité sera plus difficile à assurer – n'oublions pas qu'une Exposition universelle s'accompagne de nombreux voyages officiels. Enfin et surtout, je m'inquiète de la réaction du jury qui désignera le pays hôte.

Ce projet est-il recevable ? Je pense que nous allons devoir engager un travail intense de *lobbying*. Ce type de projet a-t-il même déjà été envisagé ? A-t-on des éléments de comparaison ? Si je me réfère aux prochains sites d'Exposition universelle, la tendance est plutôt au recentrage qu'à l'éclatement.

Les maires d'Île-de-France discutent de la double candidature de la France – Exposition universelle et Jeux olympiques. Le débat est difficile à trancher car, selon les territoires, les intérêts ne sont pas les mêmes. Reste que nous allons devoir définir la meilleure stratégie à adopter. Est-ce qu'un des événements peut générer l'autre ? Est-ce que le fait de candidater sur les deux en même temps ne nous fait pas courir le risque de n'être retenus pour aucun ? Je précise que, selon les derniers sondages, les Français sont plus favorables à l'Exposition universelle. Cela s'explique sans doute par le succès de la dernière Exposition universelle de Paris, qui a laissé des traces jusque dans notre quotidien.

Je voudrais rappeler également qu'à partir du 1^{er} janvier prochain, la région Île-de-France sera découpée en trois secteurs distincts : la métropole du Grand Paris (MGP), - le reste de l'aire urbaine en agglomération à plus de 200 000 habitants et le reste de l'agglomération francilienne en « petites » communautés de communes de 20 000 habitants - avec des villages qui peuvent ne compter que 25 habitants, leur superficie risque d'être très étendue !

Ces territoires ont déjà du mal à exister à côté de Paris, car ils subissent une double concurrence : celle du Grand Paris et celle des villes de ce que l'on pourrait appeler « la quatrième couronne », comme Orléans, Vendôme, Reims ou Lille, etc. qui se trouvent maintenant à une heure de TGV de Paris.

Ces territoires sont très attentifs à ce que les grands projets, qui sont fédérateurs, les servent aussi. De fait, dans le schéma que vient de nous présenter M. Fromantin, sont représentés Paris, le Grand Paris et la province. Nous qui vivons dans la grande couronne de l'Île-de-France, nous pouvons considérer qu'il manque une strate à ce schéma. Je rappelle que la région Île-de-France est très rurale et que plus de 900 des 1 281 communes qui la composent ont moins de 2 000 habitants. Celles-ci ont toujours l'impression de ne pas être concernées par les grands projets. Des moyens d'accompagnement me semblent donc nécessaires.

Dans un tout autre domaine, et pardonnez-moi de mettre les pieds dans le plat à une époque de difficultés financières, nous allons devoir faire un effort colossal pour rendre plus attractive la région francilienne. Et parmi les revendications portées par les maires d'Île-de-France, il y en a une qui concerne la propreté. Car ce qui peut paraître dérisoire est en fait essentiel : redevenir une région attractive, s'ouvrir aux yeux du monde, suppose de ne pas laisser à la vue des étrangers, qui atterriraient à Orly ou à Roissy, les entrées de Paris dans leur état actuel.

Dans une période de crise, de morosité, où l'on a du mal à voir le bout du tunnel, où l'on fait parfois preuve de pessimisme, un tel projet nous invite à nous interroger sur ce que sera le futur en 2025, alors même que nous ne savons pas encore à quoi ressemblera 2025. Intellectuellement, c'est très intéressant. Que nous proposera donc le pavillon numérique dont nous parlait tout à l'heure M. Fromantin ? En outre, voir le monde scientifique et le monde économique réunis autour de ces questions constituera un formidable moteur. Plus généralement, le travail que suppose, en amont, la préparation d'une Exposition universelle nous donnera un élan extraordinaire. Rien que pour cela, nous soutenons ce projet.

Je terminerai par cette remarque : les travaux de la boucle du Grand Paris, et notamment la liaison avec les deux grands aéroports par les transports publics, devront être terminés en 2025. Les Franciliens sont des millions à se déplacer quotidiennement dans la région, et de tels travaux sont indispensables à la bonne réalisation de ce projet.

M. Stéphane Volant, secrétaire général de la SNCF. Mesdames et messieurs les députés, tous les grands événements qui mobilisent les Français et la République mobilisent la SNCF. Nous nous sommes embarqués sur l'Euro 2016 et sur la COP21. Nous serons naturellement à bord d'ExpoFrance 2015.

Il ne peut pas y avoir de belle Exposition universelle sans l'implication de la SNCF, qui interviendra de deux manières.

Elle interviendra d'abord comme transporteur « officiel ». En 2025, les grandes villes que vous avez citées seront toutes desservies par le TGV et toutes seront en interconnexion avec les TER, avec des villes plus moyennes et plus petites. Il est possible d'irriguer l'ensemble du territoire en passant par les lieux où seront exposés les pavillons.

Elle interviendra ensuite en tant qu'acteur des mobilités, dans le cadre du pavillon des mobilités. Sans doute qu'au siècle dernier, on aurait parlé du transport, du transport public ou de la mobilité. Aujourd'hui, on parle « des » mobilités.

Le groupe public ferroviaire incarne bien cette volonté de faire de la multimodalité son cœur de métier... à commencer par les parkings, que les ingénieurs de la SNCF considèrent comme un mode de transport à vitesse nulle. Nous avons donc des parkings au sein du groupe SNCF. Mais au-delà, nous avons des trains, des bus, des cars, des tramways, des filiales de covoiturage. Le pavillon des mobilités sera pour nous l'occasion de montrer au monde ce que la France fait de mieux en termes de transport public, de tous les transports et de toutes les mobilités. Notre pays peut s'honorer d'être, pour les marchandises comme pour les voyageurs, le deuxième ou le troisième pays au monde par la qualité de son offre de transports. Les partenaires de l'exposition et nos clients étrangers, en Inde, aux États-Unis, en Grande Bretagne ou en Australie, y seront sans doute sensibles.

Nous sommes engagés, avec ExpoFrance, dans une relation partenariale très étroite.

D'abord, les étudiants avec lesquels nous avons travaillé ont imaginé pour nous toutes sortes de projets, notamment pour la gare de l'Est. Peut-être allons-nous travailler à en réaliser certains. Cela vaut pour la gare de l'Est et pour toutes les gares de France qui pourront accueillir ExpoFrance. Ensuite, comme l'a rappelé Bernard Soulage, nous aurons besoin des régions car nous sommes en copropriété sur certaines de ces gares. Enfin, nous allons nous atteler à un plan de transports ambitieux pour faire en sorte que de tous les points de l'Hexagone, on puisse circuler et voyager sur notre territoire.

Peut-être aurons-nous des propositions à faire pour rendre cette exposition populaire. En effet, quand le train et la SNCF s'impliquent, ce sont tous les Français qui s'impliquent. On peut le faire à travers des tarifications attractives, ou en mobilisant « Voyages-Sncf.com », le premier site marchand de France où se connectent chaque année des millions de personnes.

Pour conclure, cela fait cinq fois que le train est associé de façon emblématique aux expositions universelles françaises, quasiment depuis que Napoléon III a inauguré la petite ligne de voyageurs entre la gare Saint-Lazare et Saint-Germain en Laye. Lorsque M. Fromantin est venu présenter son projet à M. Guillaume Pepy et aux 240 000 salariés du groupe, ils se sont sentis intrigués et attirés par cet objet un peu curieux qui renoue avec leur passé et les projette dans l'avenir.

Nous espérons, et nous y consacrerons en tout cas toutes nos forces, que notre pays pourra franchir la barrière et être sélectionné pour 2025. Si tel était le cas, nous serons au rendez-vous fixé à la SNCF, société nationale, par la République et par les Français.

Merci, cher président Fromantin, de nous avoir embarqués à bord de ce projet. Nous ne manquerons évidemment pas à l'appel.

M. Edward Arkwright, directeur général adjoint aux finances et à la stratégie d'Aéroports de Paris. Nous sommes fiers et enthousiastes de participer à un projet tel que celui-ci, où l'attractivité tient une place centrale. Dans nos aéroports, pour faire face à la concurrence mondiale, nous devons renforcer notre attractivité.

Aujourd'hui, Paris est la quatrième destination au monde en termes de trafic de passagers, et la deuxième en termes de trafic international. Cette position est fragile car elle est concurrencée tous les jours par d'autres pays européens, par les pays du Golfe et par des pays d'autres continents, notamment du continent asiatique. Un projet comme celui de l'Expo 2025 renforcera l'attractivité de notre capitale, de notre métropole et de toutes les métropoles qui y seront associées.

Du point de vue des infrastructures aéroportuaires, tout est là ou en passe de l'être pour recevoir en 2025 les visiteurs de l'Exposition universelle – ou d'autres événements. Toutes les actions que nous avons lancées, qu'elles concernent l'aéroport ou ses accès, visaient à faire en sorte que Paris Charles de Gaulle puisse accueillir 92 millions de passagers, contre 63 aujourd'hui. Je rappelle qu'un million de passagers, c'est 4 000 emplois. Ainsi, quand on passe de 63 à 92 millions de passagers, on crée 29 fois 4 000 emplois, soit près de 120 000. Cet enjeu d'attractivité se traduit en emplois – emplois durables et de toutes qualifications.

La France a un actif impossible à reproduire dans une autre capitale européenne : des pistes qui permettent d'accueillir jusqu'à 140 ou 150 millions de passagers – toutes choses égales en termes de nuisances. (*Murmures*) Nous n'avons donc pas de problèmes de pistes. Mais nous avons des problèmes de terminaux. Ces terminaux doivent être de bonne qualité, car il n'est pas question d'accueillir les passagers dans des tentes sur pilotis. Les aéroports parisiens gagnent d'ailleurs tous les jours des places dans les classements de satisfaction de passagers.

Nous construisons les terminaux dont nous avons besoin. D'ici à 2020, on aura procédé à la fusion d'une partie des satellites de Roissy Charles de Gaulle, pour que tout le trafic venant d'Asie soit enfin correctement accueilli. En 2019, la jonction des terminaux Est et Sud et la construction de la nouvelle jetée Est d'Orly feront passer l'aéroport de la catégorie D à la catégorie C la norme pour un aéroport international soumis à la concurrence. Enfin, nous avons le projet de construire un terminal 4 à Roissy Charles de Gaulle. Ce sera une infrastructure majeure qui nous permettra de faire face, en 2025, à la croissance du trafic passagers que je viens d'évoquer.

Il faut aussi que les gens que nous accueillons nous comprennent. Voilà pourquoi, depuis trois mois, à l'initiative de M. de Romanet, une signalétique complète en chinois a été mise en place à Roissy Charles de Gaulle. C'est le premier aéroport en Europe à avoir fait un tel effort en direction des passagers chinois, ceux sur lesquels la concurrence est la plus vive.

Déjà, depuis un an, à l'initiative de M. Laurent Fabius, avec la SNCF et la RATP, nous avons unifié tous nos pictogrammes, de sorte que les passagers retrouvent les mêmes partout, dans un aéroport, une gare ou une station de métro. Cela méritait d'être fait.

Nous avons un certain nombre de projets. Nous souhaitons, par exemple, que le passager qui arrive à Roissy comprenne qu'il se trouve à la première frontière de France, et que celui qui arrive à Orly comprenne qu'il est déjà dans la capitale, dans la région Île-de-France. Il faut que cela se voie.

Après les infrastructures et l'accueil, j'en viens aux accès, dont plusieurs d'entre vous ont déjà parlé. Nous travaillons sur l'ensemble des accès à la capitale et au reste de la région Île-de-France. Il a été concrètement établi, depuis 2012, que les projets d'amélioration des modes de transports menés en Île-de-France ne doivent pas se faire concurrence.

Les chantiers sont nombreux : nettoyage des abords de l'autoroute A1 ; forfait taxi ; bouclage de la Francilienne ; RER B plus ; projets développés par le STIF, la SNCF et la RATP pour aider, au moment de l'Exposition, les passagers du RER B parlant anglais et chinois ; les lignes 14, 15, 6 ou 17, et notamment les lignes 14 et 17 qui, dès 2024, desserviront en métro les aéroports ; le TGV, qui dessert actuellement 9 % du trafic de Charles de Gaulle – les passagers arrivent à peu près exclusivement du Sud, mais demain ils pourront également arriver du Nord avec le TGV Picardie, sans compter qu'il y aura peut-être un jour une connexion avec l'Eurostar ; enfin, le Charles de Gaulle Express (CDGE), réseau dédié au tourisme et aux affaires, avec des liaisons directes Paris-Gare de l'Est/Roissy, sans arrêt, avec un train tous les quarts d'heures ou vingt minutes.

Donc, il nous faut des terminaux : on les aura. Il nous faut une capacité d'accueil : on l'aura. Il nous faut des modes de transports : les chantiers sont lancés. J'ajoute que les chantiers des aéroports parisiens représentent 10 % du marché du BTP d'Île-de-France, et que nous prévoyons d'investir, dans les cinq ans qui viennent, 60 % de plus que dans les cinq ans qui viennent de s'écouler – le tout sans augmentations tarifaires.

Je conclurai par les trois conditions qui sont nécessaires, selon moi, pour que ces projets aboutissent.

Premièrement, il faut porter une attention extrême à l'empreinte sur l'environnement, et donc aux nuisances. S'agissant des transports, il convient de favoriser le report modal. S'agissant du développement des aéroports, nous devons montrer que le nombre d'avions en plus ne se traduit pas par du bruit en plus. C'est facile à dire ici, c'est moins facile à prouver lorsque l'on se trouve au domicile des riverains de l'aéroport.

Deuxièmement, l'ensemble des pouvoirs publics devra faire preuve de détermination et se mobiliser pour 2025. Cela commence aujourd'hui ! Cela a même déjà commencé pour le Gouvernement et pour votre Assemblée lorsqu'elle a habilité le Gouvernement à légiférer par ordonnances sur le CDG Express. Et cette mobilisation devra être permanente, car il y aura tous les jours des enquêtes publiques, des débats publics, des textes réglementaires, etc.

Troisièmement, on n'aboutira pas sans l'enthousiasme et la mobilisation des habitants de l'Île-de-France. Si nous voulons convaincre ceux qui nous entourent que tout cela se traduira en emplois, en activités et en attractivité, il faudra le leur dire. C'est un enjeu majeur.

J'espère que cette intervention, très concrète, vous a démontré que nous contribuerons autant qu'il est possible au succès de ce beau projet.

M. le président Jean-Paul Chanteguet. Merci pour ces différentes interventions, très complémentaires.

M. Alexis Bachelay. Nous sommes de fervents partisans de l'organisation de l'Exposition universelle en 2025, convaincus que ce sera un moteur formidable pour notre pays. Après le rôle joué par l'Assemblée nationale, à travers la mission d'information parlementaire présidée par M. Fromantin, nous nous réjouissons que le Premier ministre ait confirmé la volonté de la France de se porter candidate.

Le propos introductif de notre collègue nous a éclairés sur les différentes dimensions de ce grand projet. Il nous a présenté un schéma illustrant de façon explicite comment il se déclinera sur notre territoire. Pour ma part, je m'arrêterai sur le rôle que devra jouer le Grand Paris dans l'organisation de cette exposition.

On l'a dit, cela fait maintenant plus d'un siècle que notre pays n'a pas accueilli d'Exposition universelle. C'est donc une opportunité unique de renouer avec ce qui n'est plus, pour nos contemporains, qu'un vieux souvenir de carte postale. Il est temps, en effet, de ranimer cette flamme. Mais la prochaine Exposition universelle de Paris ne pourra se construire qu'en synergie avec sa banlieue, et donc avec le Grand Paris.

C'est déjà une réalité. Les travaux du Grand Paris Express, le futur métro qui reliera dans une boucle la grande agglomération et les territoires périphériques, ont démarré par la prolongation de la ligne 14. De nouvelles lignes seront construites. La première va de Pont de Sèvres à Noisy-Champs. Les enquêtes publiques et les concertations ayant été bouclées, les travaux devraient commencer. Je tiens à saluer au passage le travail remarquable de la Société du Grand Paris qui, pour l'instant, respecte le calendrier fixé. Nous devons tout faire pour que le rythme soit tenu, et les engagements remplis.

En 2016, une première étape sera franchie dans la gouvernance de cette métropole. Je suis convaincu que c'est à travers de grands événements internationaux que nous pourrons donner toute sa plénitude au territoire du Grand Paris qui, pour moi, va au-delà des frontières de la métropole.

Je profite de la présence de nos invités pour souligner combien la desserte, par des transports en commun de qualité, est une condition essentielle du succès d'une telle manifestation. Je rappelle qu'à Shanghai, l'Exposition universelle a permis le développement d'une ville nouvelle, totalement transformée avec la construction de 500 kilomètres de métro. Nous proposons plus modestement la construction de 200 kilomètres de nouvelles lignes. Pour autant, elle changera le visage de l'agglomération.

Mais la candidature à cette Exposition universelle nous oblige à nous interroger sur l'avenir de ces réseaux de transport. Depuis plusieurs années, l'état de la desserte n'est pas satisfaisant. Nos préoccupations concernent aussi bien le réseau existant, qui doit être profondément rénové – les projets sont en cours – que le réseau à venir, si nous voulons accueillir ces millions de visiteurs en 2025.

Je pense d'abord au CDG Express, qui vise à relier plus directement Roissy et le cœur de la capitale. Aujourd'hui, après des années de débat, il semble possible d'envisager la construction de cette ligne ferroviaire à l'horizon de 2023. Mais des incertitudes demeurent, car l'État a écarté tout financement public, (*Murmures*) en tout cas direct. Il faut donc rapidement lever ces incertitudes. Je pense que le partenariat entre la SNCF et ADP est de nature à faire aboutir le projet. Le fait que vous soyez là tous les deux ce matin est un signe encourageant. Quoi qu'il en soit, nous appuierons ce partenariat par tous les moyens possibles.

Je pense également au désenclavement d'Orly et du Bourget. En octobre dernier, le Premier ministre s'est exprimé sur la nécessaire accélération des travaux de prolongement de la ligne 14 vers le Sud, c'est-à-dire vers Orly, et vers le Nord, c'est-à-dire vers le Bourget et Roissy – grâce à la nouvelle ligne 17. L'objectif d'une réalisation en 2027 serait ramené à 2024. Pour nous, ce serait un avantage. Et je ne parle pas seulement du fait que cela rendrait plus attractif notre dossier de candidature et faciliterait l'organisation de l'Exposition universelle, mais de l'intérêt que cela représenterait pour des millions de Franciliens. La qualité des transports serait ainsi grandement améliorée, et les nuisances environnementales liées aux embouteillages et à la circulation automobile réduites d'autant par le report modal.

Pour conclure, ce XXI^e siècle est l'occasion de nous fixer un nouveau défi : organiser une Exposition universelle et créer de nouvelles infrastructures pour l'accompagner. Je suis persuadé que c'est en s'appuyant sur toutes les forces de la région, de la future métropole, et donc sur celles du Grand Paris, que nous porterons ensemble ce projet d'envergure.

M. Jean-Marie Sermier. Une société a besoin de grands événements pour se construire, et construire ensemble me semble essentiel à l'époque compliquée où nous vivons. Rappelons-nous la Coupe du monde de 1998. Je crois que tous les Français savent ce qu'ils faisaient ce 12 juillet à 20 heures : ils communiaient, qu'ils aiment ou non le football.

L'Exposition universelle fait rêver, d'autant que nous avons eu la chance d'en accueillir cinq en France, dont certaines ont laissé des traces. Le plus bel héritage qui nous a été transmis est sans doute la tour Eiffel, qui vient systématiquement à l'esprit lorsque l'on évoque la France à l'étranger. En outre, la France est très bien placée puisqu'elle reste une des toutes premières destinations touristiques du monde – même si j'ai bien compris que l'on souhaitait que les visiteurs de l'Exposition universelle soient des « consommateurs de technologie » plutôt que de simples touristes.

J'ai plusieurs observations à faire et plusieurs questions à poser.

Nous sommes dans l'ère du numérique. Comment allez-vous présenter les nouvelles technologies ? Vous souciez-vous de relier l'ensemble du territoire français ? J'observe que l'on a beaucoup parlé de Paris et de ses infrastructures. Or il ne faut pas oublier tout ce qui fait la France, c'est-à-dire ses territoires, dont on traite en ce moment à l'Assemblée dans le cadre de la loi « biodiversité ». Même les plus éloignés de la capitale doivent pouvoir être reliés. Je pense notamment aux territoires ultramarins, qui représentent 80 % du territoire français.

Ensuite, l'exposition de Milan est centrée sur l'alimentation et l'agroalimentaire. Si un pays au monde est légitime pour revendiquer sa gastronomie, c'est bien la France. La

gastronomie française est même inscrite au patrimoine de l'humanité. Pensez-vous donc l'intégrer au projet ?

Mais je m'aperçois que depuis que nous discutons, nous n'avons pas encore parlé de développement durable. J'aimerais donc savoir comment vous entendez prendre en compte cette nécessité. Le changement climatique sera-t-il évoqué lors de cette exposition ? Avez-vous réfléchi au bilan carbone de l'exposition elle-même ? La Coupe du monde du Qatar ne sera sans doute pas un exemple en la matière. Saurons-nous faire mieux ?

Maintenant, quelle stratégie avez-vous imaginé face au terrorisme ? Ces grandes manifestations constituent en effet un moment phare, et l'occasion de toucher une société en plein cœur.

Enfin, avez-vous rencontré les membres français du CIO ? A-t-on tiré les leçons de l'échec de la candidature parisienne de 2012 ? L'absence de stratégie ou, dirions-nous, de *lobbying* auprès des autres pays nous a coûté cher – quatre voix, celles qui auraient fait de Paris une ville olympique.

M. Bertrand Pancher. Je tiens d'abord à féliciter M. Fromantin, qui a su fédérer et porter un projet extrêmement ambitieux, non seulement pour l'Île-de-France, mais aussi pour notre pays.

Je ferai ensuite une observation générale. Les expositions universelles reposaient sur le mythe d'une croissance sans limite, liée au développement de l'industrie et de la recherche. En 2025, ou nous aurons compris que le seul développement qui compte est à la fois humain, social et environnemental, et nous nous engagerons alors vers un nouveau type de progrès, ou nous ne l'aurons pas compris, et nous mettrons le premier pas dans la tombe, sans pouvoir revenir en arrière.

Mais même si elles reposent sur un mythe, les expositions universelles font l'apologie des innovations. Celle de 2025 devra, selon moi, s'appuyer sur des innovations économiques, sociales et environnementales. La France, qui sait se projeter dans l'avenir à partir de modèles, peut porter ce message au monde. Mais si, dans votre projet, j'ai bien compris où était l'innovation économique, je n'ai fait qu'entrevoir l'innovation sociale, à travers son très beau thème « *au cœur des territoires s'ouvre celui des hommes* », et l'innovation écologique, à travers ce qui a été dit à propos des transports. Je trouve cela un peu frustrant.

Enfin, le défi que nous devons relever « au cœur des territoires s'ouvre celui des hommes » concerne Paris, l'Île-de-France, mais aussi la province. J'observe toutefois que les modes de transports font que les territoires sont maintenant très proches de Paris. Ainsi, moi qui suis élu dans un des départements les plus ruraux de France, je me trouve à une heure de Paris, grâce à la SNCF. Et si un géant chinois a décidé d'installer une grande entreprise dans la fabrication de LED près de la gare de Meuse-TGV, c'est tout simplement parce qu'elle permet de rejoindre l'aéroport de Roissy en une heure et demie.

M. François-Michel Lambert. Avec cette Exposition universelle, nous devons faire rêver les Français dès aujourd'hui, alors même que pour la plupart d'entre eux, 2025 est une date bien éloignée. De fait, une Exposition universelle n'est pas comme une coupe du monde ou une coupe d'Europe, qui se termine trois semaines après son inauguration : elle doit

intégrer les mutations en cours et les présenter au monde. Ce n'est qu'un point sur une trajectoire. Cette trajectoire commence aujourd'hui, et elle ira bien au-delà de 2025.

Reportons-nous dix ans en arrière : où en étaient alors les réseaux sociaux, les smartphones, les tablettes, la gestion des données, l'économie collaborative, *le crowdfunding*, etc., qui sont maintenant bien intégrés dans notre société ?

Mais aujourd'hui, comment peut-on faire rêver les Français ? Et comment peut-on les mobiliser ? Quelqu'un a dit que les Français vivaient au paradis, mais qu'ils croyaient vivre en enfer. Avec cette Exposition universelle de 2025, rappelons-leur qu'ils vivent dans un paradis. (*Sourires*)

M. Florent Boudié. La semaine dernière, nous avons assisté à un moment un peu confus, le lancement d'Expo 2025 et la mise sur les rangs pour les JO 2024. Selon vous, la France est-elle capable de porter les deux projets jusqu'au bout ?

Par ailleurs, la maire de Paris a souligné dans une interview que le projet Expo 2025 posait un problème de gouvernance. Que pensez-vous de cette remarque ?

Toujours dans le même cadre, des cohérences sont-elles en train de se construire entre les deux projets ? Est-ce que les équipes collaborent ? Est-ce qu'elles travaillent ensemble ? Sont-elles en synergie ? Nous recevons aujourd'hui des représentants de la SNCF et d'ADP. De la même façon, en matière de mobilités, des complémentarités sont-elles en train de s'établir ?

La semaine dernière, une confusion s'est installée sur la capacité – ou l'incapacité – de la France à trancher. Cela ne risque-t-il pas d'apporter le discrédit sur les deux projets à la fois ? Je rappellerai qu'en 1992, l'Espagne avait tenu à la fois l'objectif des JO de Barcelone et celui de l'Exposition universelle de Séville.

M. Jean-Pierre Vigier. Le projet de la candidature française à l'Exposition universelle de 2025 a une ambition « territorialisée ». C'est un projet « au cœur des territoires ». Je remarque toutefois que cette exposition sera organisée en Île-de-France et au-delà, mais seulement et uniquement dans les métropoles. Il suffit de regarder la carte pour constater que le centre de la France n'est pas du tout représenté. D'où mes questions.

En fonction de quels critères et arbitrages a été dessinée cette carte ? Ne serait-il pas intéressant d'inclure dans ce projet les territoires ruraux qui ont un fort potentiel touristique, culturel et environnemental et qui pourraient bénéficier de cet événement majeur ?

Enfin, au moment où les crédits se font rares en France, avec la réalisation de grands aménagements d'infrastructures sur Paris et sur les métropoles pour mener à bien cette opération, que restera-t-il pour la France rurale ?

Mme Sophie Errante. Merci pour ces exposés. Je partage votre ambition et vos motivations, et j'apprécie que l'on soit parti du thème de l'hospitalité. J'aurais quelques questions à poser.

D'abord, comment mobiliser les territoires, y compris ultramarins ? Comment impliquer la jeunesse ? Quelles sont vos idées en la matière ? Ensuite, quelle place ferez-vous au développement durable, à l'énergie et au climat ? J'espère que la COP 21 qui se tiendra en décembre à Paris ne sera pas un *one shot*, mais qu'elle sera suivie de mesures concrètes. Dix

ans après la COP 21, les territoires ne pourraient-ils pas, précisément, présenter ce qui aura été réalisé ?

Et j'ajouterai : n'oubliez pas le budget « formation aux langues étrangères et au sourire » pour les personnes chargées de l'accueil !

M. Gérard Manuel. Ainsi, « *au cœur des territoires s'ouvre celui des hommes* ». Mais de quels territoires s'agit-il ? Si j'ai bien compris, il y aura trois niveaux : Paris, avec les monuments des précédentes expositions universelles qui serviront de lieux de visite, ce qui signifie que l'on construira peu – ou pas – de bâtiments nouveaux ; le Grand Paris, avec des présentations thématiques, notamment dans des gares et dans des lieux emblématiques ; enfin, les métropoles, avec des points d'entrée pour les visiteurs étrangers, et des expositions thématiques.

Est-ce réaliste ? Certains émettent des doutes, pour des raisons économiques et organisationnelles. Mais si c'est réaliste, pourquoi ne pas aller plus loin ? Pourquoi avoir oublié l'ensemble des territoires ruraux qui ne sont pas à proximité de Paris et des grandes métropoles ?

Je rejoins le président des maires d'Île-de-France, M. Beaudet : comment intégrer les villes de la quatrième couronne ? Vous avez cité Reims et Orléans ; j'ajouterai Troyes. (*Sourires*) Pourquoi ne pas intégrer l'aéroport de Vatry, qui est à trois quarts d'heures de Paris ? Pourquoi faire demain de grands travaux sur Paris et ne pas se servir des aéroports existants ? Depuis des décennies, cela fait l'objet de discussions avec ADP. Et je n'oublie pas non plus, monsieur Volant, l'électrification de la ligne entre Paris et Troyes...

M. Jean-Pierre Blazy. En tant qu'élu francilien, mon intervention sera plutôt centrée sur le Grand Paris. Pour autant, nous avons tous compris que l'Exposition 2025 serait une opportunité non seulement pour la capitale, mais aussi pour la France. Ce serait aussi l'occasion d'accélérer les projets envisagés ou lancés dans le cadre du Grand Paris. De fait, il y a une synergie très forte entre des projets qui sont dans des cartons, des procédures qui sont déjà engagées, des travaux qui vont commencer – comme le réseau du Grand Paris Express – et ce formidable projet d'Exposition universelle.

Je suis élu de Roissy-en-France, dans le Val d'Oise, qui se trouve entre les deux aéroports de Roissy et du Bourget. Nous avons des projets de développement, dont l'aménagement du Triangle de Gonesse et la reconversion du site industriel de PSA à Aulnay. Ces deux sites sont situés de part et d'autre de l'autoroute A1. D'où ma question : quand et comment peut-on participer au choix des douze sites de l'Exposition universelle dont une partie devra se trouver dans le Grand Paris ?

La question des héritages des expositions universelles a par ailleurs été soulevée. Les traces que celles-ci ont laissées dans le paysage urbain parisien sont évidentes – tour Eiffel, Grand Palais, palais de Chaillot par exemple. Mais qu'en sera-t-il demain ? Peut-on mettre en synergie ce projet d'Exposition 2025 avec des projets existants dans le Grand Paris, afin que celui-ci tire lui aussi bénéfice de cette exposition ? Peut-on en espérer des héritages substantiels ? Ce serait un gage de renforcement des dynamiques franciliennes, et donc de l'attractivité francilienne, en dehors de Paris *intra muros*.

Ensuite, je pense moi aussi qu'il faut travailler dès maintenant sur l'image que les touristes étrangers peuvent avoir de la capitale. Par exemple, je suis absolument catastrophé

par l'état des « délaissés » des autoroutes franciliennes, ces friches qui relèvent de la responsabilité de l'État. Parfois, après des mois d'occupation de gens du voyage, ils ne sont même pas nettoyés.

De son côté, M. Arkwright a parlé des nuisances sonores. Il comprendra que j'y sois particulièrement sensible en tant que maire de Gonesse. Je ne sais pas si le « théorème » qu'il a mis en avant et qui met en relation la création d'emplois avec l'augmentation du trafic passagers a été démontré. Le problème n'est d'ailleurs pas là. Mais je sais qu'il y aura de nouvelles augmentations du trafic de passagers, et qu'il faudra se pencher sur la question sensible des nuisances sonores, révélatrices du conflit entre l'intérêt économique et l'intérêt environnemental.

Enfin, je suis d'accord pour la réalisation du CDG Express. Mais pourrions-nous réaliser en même temps d'autres infrastructures pour permettre aux habitants d'accéder aux emplois de la plate-forme de Roissy ?

M. Yves Nicolin. En tant que provincial, je me réjouis de ce projet, qui sera bénéfique à l'ensemble du territoire, au-delà même de la région parisienne.

J'ai relevé quelques points : l'accélération des travaux du Grand Paris, qui est absolument nécessaire ; la réalisation de la liaison CDG Express, qui permettra aux ressortissants étrangers de rejoindre le site dans de meilleures conditions ; les efforts colossaux que nous devons faire en matière d'hospitalité, qualité que le Français n'est pas réputé posséder ; enfin, l'existence d'une signalétique en chinois. C'est très bien, mais je pense que nous pourrions commencer par généraliser les panneaux en anglais. Aujourd'hui, un étranger qui ne parle pas le français et qui, par exemple, veut aller à Versailles, risque de faire bien des kilomètres ...

Cela m'amène à ce que je considère comme une vraie tare nationale, à savoir notre manque de maîtrise des langues, notamment de la langue anglaise – et j'en suis malheureusement un exemple. (*Sourires*) Il va falloir trouver rapidement des solutions avec l'éducation nationale. Et permettez-moi de le dire, le problème n'est pas dû qu'aux élèves. (*Murmures*)

J'aimerais aussi insister sur le manque de propreté. J'ai fait récemment le trajet entre nos aéroports et la capitale et j'ai constaté que c'était une vraie catastrophe ! Je crois savoir que l'État a décidé de débloquer des crédits – 8 millions d'euros – pour y remédier. Mais cela dure depuis des années, et tous les étrangers qui viennent sur la capitale nous en parlent.

Je terminerai par un dernier mot en direction de la SNCF. J'apprécie qu'elle se mobilise fortement pour moderniser le réseau. Mais attention à ne pas oublier le reste du territoire !

M. Jean-Christophe Fromantin. Vous l'avez compris, le caractère multipolaire de notre projet fait débat. Certes, les expositions du XXe siècle ont évolué vers un système de pavillons. Mais pour autant, cela ne figure pas dans le cahier des charges du BIE. Ce n'est pas une obligation, c'est une dérive.

Au XIXe siècle, les expositions universelles n'avaient pas de pavillons, mais de grandes galeries thématiques. L'idée était d'y réunir le monde pour y partager des inventions et des innovations. Ensuite, quand l'esprit d'innovation s'est un peu délité, on a supprimé les

grandes galeries communes, et on s'est reporté sur les cafés et restaurants que les pays installaient en périphérie : le café de la Belgique, celui du Chili, etc. C'est l'origine des pavillons nationaux. Mais l'ère des pavillons n'est plus innovante. À Shanghai, on a fait appel à des architectes internationaux qui exposent ce qu'on a l'occasion de voir par d'autres canaux : l'internet, la 3D, etc. Les expositions avec des pavillons n'ont plus d'avenir parce qu'elles ne correspondent plus à rien.

Je précise que l'idée de cette nouvelle structure a été « mûrie » par un groupe de 400 jeunes que nous mobilisons depuis deux ans, et auxquels nous avons demandé ce que serait pour eux une Exposition universelle du XXI^e siècle. Ils nous ont tous dit que faire la queue dans des pavillons pour voir une architecture que l'on voit ailleurs, les produits que fabriquent les pays et un peu de folklore, ne les intéressait pas. Ce qui les intéresse, c'est de partager des expériences – terme utilisé dans tous les groupes de travail.

Nous avons donc décidé de ne pas reproduire le modèle de Shanghai, que va reprendre Milan et que fera Dubaï. Inventons un autre modèle, tout en restant dans l'esprit du BIE – en veillant à ne pas transgresser le cahier des charges.

Sans doute est-ce un peu risqué, car certains vont peut-être nous dire qu'ils tiennent à leur pavillon national. Mais si l'on ne prend pas ce risque, sincèrement, notre candidature n'aura aucun intérêt. N'oublions pas que l'on sortira de l'exposition de Dubaï de 2020, qui mettra des dizaines et des dizaines de milliards pour construire une nouvelle ville avec un système de pavillons. Présenter en 2025 un modèle dégradé de ce qu'aura fait Dubaï ou Shanghai n'aurait pas de sens.

L'idée est de jouer la multipolarité, et de jouer sur les transports. C'est une contrainte, mais c'est aussi un challenge extraordinaire que d'amener les opérateurs de transport à innover. On pourra répondre au BIE qu'il y aura plusieurs sites, mais que, par là même, nous serons capables, en 2025, de proposer une expérience de transports toute autre que celle d'aujourd'hui.

On doit néanmoins respecter le cahier des charges du BIE. J'ai tenu plusieurs réunions avec son secrétaire général, un Espagnol, qui a simplement exigé que, sur au moins un site, tous les pays se retrouvent à égalité. De la même façon, dans le cadre de la mission parlementaire que nous avons animée avec Bruno Le Roux, le secrétaire général a précisé que nous pourrions tout imaginer, la multipolarité, la mise en place de grands pavillons thématiques dans le Grand Paris et dans le reste de la France, sous réserve d'aménager un site central. C'est la raison pour laquelle nous avons imaginé le pavillon numérique.

Ensuite, plusieurs d'entre vous se sont interrogés sur la place des territoires ruraux. On ne veut pas trop bousculer le BIE en lui annonçant que l'on va s'installer dans la ruralité profonde. Mais l'idée est que le visiteur puisse se rendre dans des sites agréés, des villes ou des villages figurant sur une liste préétablie ; j'ai d'ailleurs suggéré à notre collègue Yves Albarello de voir s'il était possible de travailler sur cette question en partenariat avec le Conseil national des villes et villages fleuris français. De cette façon, le visiteur se verrait proposer : le site numérique ou site central, les douze forums, et une liste de 1 000 ou 2 000 sites agréés, pouvant aller jusque dans les zones rurales.

Certains se sont interrogés sur le modèle économique prévu. Certes, ce n'est pas celui des pavillons. Mais peut-être l'avez-vous remarqué, dans le projet financier sur lequel on travaille, les pays ne sont pas sollicités comme c'est habituellement le cas ; par exemple, la

France a mis 50 millions d'euros dans son pavillon de Milan. Nous avons plutôt envie de proposer aux pays d'amener de la ressource technologique pour que ce pavillon numérique soit une expression très contemporaine et inventive de ce partage d'expériences autour des technologies nouvelles.

Selon les spécialistes, notre modèle est à la fois « *B to B* » et « *B to C* » : il est très professionnel, très exigeant sur le plan de la technologie et des transports ; en même temps, il réintègre la dimension ludique des expositions universelles en multipliant les offres d'expériences populaires ouvertes au grand public.

J'en viens à la dimension écologique de notre approche. Nous utilisons l'existant et, par là même, nous valorisons notre patrimoine. On ne réinvente pas du dur, car cela paraîtrait un peu suranné. Il n'est pas question de recréer une Exposition avec des centaines d'hectares de constructions. Il n'y aura que quelques monuments emblématiques.

On a le patrimoine, on a l'écrin. Mais le monde entier a son écrin : c'est le Sahara chez l'un, une ville chez l'autre, etc. L'idée est que le monde est un patrimoine, qu'il vaut mieux utiliser le numérique pour le valoriser plutôt que de le reconstruire en permanence.

Sur un tel projet, l'effet accélérateur est essentiel. Comme le rappelait l'un d'entre vous, une Exposition universelle constitue une étape. La concevoir comme un objectif ou une finalité serait une erreur stratégique. C'est une étape qui entraîne, mais ce n'est jamais qu'une étape dans un processus d'innovation et, d'une certaine manière, dans un processus de confiance. Avec un tel projet, on fait ensemble de la politique, au sens premier du terme.

J'ai conscience que je ne réponds pas à toutes les questions, mais je pense que nous aurons l'occasion de reparler de ce sujet et de l'enrichir.

M. Stéphane Beudet. Je voudrais répondre à l'un d'entre vous, qui s'est interrogé sur les raisons de l'échec de notre candidature aux JO.

M. Jean-Christophe Fromantin. Dans le rapport de notre mission d'information, un chapitre entier y est consacré.

M. Stéphane Beudet. Eh bien, l'une des raisons de notre échec aux JO était que le projet avait été porté par plusieurs têtes. Les énergies avaient été fédérées, mais il n'y avait pas de *leader*. C'est d'ailleurs ce qui m'inquiète dans une double candidature. Si ces candidatures ne sont pas portées par les mêmes personnes, la tâche risque d'être ardue.

M. Stéphane Volant. Monsieur Alexis Bachelay, vous avez raison : pour le moment, la Société du Grand Paris est au rendez-vous. Et nous croisons les doigts pour qu'il en soit ainsi jusqu'au bouclage du projet. En tout cas, la SNCF est confiante, s'agissant d'Éole, du tram-train et du CDG Express.

Nous nous sommes par ailleurs engagés, avec nos collègues de SNCF Réseau, dans un travail de rénovation de l'ensemble des lignes – et pas seulement de celles de l'Île-de-France. Il s'agit de rattraper, en dix ans, près de trente ans de retard de travaux de maintenance – mais nous serons au rendez-vous. Toutes les anciennes lignes de France auront été rénovées d'ici à l'Exposition universelle – nous avons engagé aujourd'hui plus de 1 500 chantiers de rénovation – ce qui garantira une qualité de trafic exemplaire. En outre, un certain nombre de lignes nouvelles auront été inaugurées – à l'est, à l'ouest, au grand-ouest. Je trouve cela absolument formidable.

Monsieur Gérard Menuel, cela vaut naturellement pour la ligne 4, entre Paris et Troyes. Le Premier ministre, comme l'avait fait son prédécesseur, a annoncé que l'électrification de cette ligne était une priorité du Gouvernement. Je pense donc que vous aurez satisfaction.

Monsieur Yves Nicolin, je confirme que l'ensemble de la France, et donc la région Rhône-Alpes, est concerné par les chantiers de rénovation ouverts par SNCF Réseau.

J'ajoute que les régions et les villes font des efforts considérables de remise à niveau et de réaménagement des gares, et de renouvellement du matériel roulant.

Tout cela donnera à la SNCF, qui est un peu une porte sur la ville, et donc une porte sur notre pays, l'image qui doit être la sienne.

Monsieur Jean-Marie Sermier, il est exact que le bilan carbone n'a pas encore été envisagé. Mais si je prends comme référence la SNCF et le transport public ferroviaire qui ont une place toute particulière dans cette opération, je m'aperçois que nous avons là une occasion de mettre en avant un phénomène que l'on ne valorise pas suffisamment : 10 % du transport est assuré aujourd'hui par voie ferrée, ce qui ne provoque que 1 % des gaz à effet de serre. Donc, si l'on s'en tient à ce seul mode de transport, le bilan carbone de l'Exposition universelle sera extrêmement positif.

Je répondrai à M. Bertrand Pancher qu'en matière d'innovation, l'ensemble des entreprises partenaires d'ExpoFrance vont devoir accélérer. Nous prendrons notre part. Un des dirigeants de la SNCF, chargé de l'innovation, a dit que c'était peut-être le moment d'imaginer ce que l'on savait déjà faire en laboratoire, à savoir la téléportation de la matière. Effectivement, si l'on arrivait à téléporter nos clients, cela révolutionnerait à la fois le bilan carbone et le transport public de voyageurs... (*Sourires*) Mais peut-être aurons-nous, dans le laboratoire des mobilités, de quoi prouver au monde que la recherche va « *bon train* » et que s'il existe un jour un boîtier permettant de nous téléporter, il sera fabriqué en France et, je l'espère, sous label SNCF. Quoi qu'il en soit, l'innovation sera au cœur de nos préoccupations.

Monsieur Florent Boudié, vous avez parlé de cohérence et de complémentarité. Sachez que tous les partenaires de cette exposition travaillent ensemble dans toutes sortes de lieux dédiés.

Madame Sophie Errante, vous avez eu raison d'évoquer les territoires ultramarins. Parmi les projets des étudiants qui ont planché sur le sujet de l'Exposition, l'un d'eux concerne les territoires ultramarins, et notamment la façon très particulière dont ceux-ci pourraient s'approprier la gare de l'Est. Ce serait l'occasion de mettre en valeur ces territoires de la République.

Ensuite, la question des langues étrangères, aussi bien l'anglais que les autres langues, a été mille fois soulevée. Nous faisons des efforts dans les aéroports et dans les gares. Certes, à l'instar de votre collègue, les salariés du service public comme les salariés de ce pays, en général, même lorsqu'ils ont appris les langues à l'école, ne sont pas forcément au niveau dont ils auront peut-être besoin en 2025. Mais on va y arriver !

De la même façon, la question de la propreté revient fréquemment. Il est exact que certains lieux sont vraiment très sales. Cela vaut, entre autres, pour certaines entrées de gare.

Chez nous, on appelle cela des « incivilités ». Or comment croire qu'on peut être en sécurité sur certains lieux du territoire si on n'est pas capable d'y faire respecter la propreté la plus élémentaire ? Nous devons faire preuve de pédagogie. Mais nous devons peut-être aussi sévir à l'encontre tous ceux qui dégradent les lieux qui ont pourtant été mis à leur disposition.

Voilà ce que je pouvais dire sur l'implication de la Société nationale des chemins de fer français.

M. Stéphane Beaudet. Je suis ravi que M. Stéphane Volant ait rebondi sur la question de la propreté. Celle-ci fait actuellement débat entre les maires franciliens et l'État. M. Blazy a eu raison de remarquer que les délaissés de voiries autoroutières ne concernaient pas que les abords de l'autoroute A1. Je tiens d'autant plus à en parler que, malgré la baisse des crédits, les collectivités font de leur côté des efforts de propreté colossaux dans leurs villes et dans leurs quartiers pour le mieux-vivre des habitants.

Par ailleurs, nous avons parlé avec M. Guillaume Pepy de deux problèmes de propreté qui se posent dans les transports. D'abord, le manque d'entretien et les odeurs dans nos gares centrales : attendre le RER D sur un quai de la gare de Lyon est devenu insupportable, alors même que c'est un secteur de tourisme potentiel ; ensuite, le manque d'entretien des talus : dans de nombreux secteurs, le RER traverse des quartiers populaires où les talus ne sont entretenus qu'une fois par an. Or on est à la porte de la ville, et cela nuit à l'image des collectivités.

Enfin, je remarque moi aussi que, paradoxalement, nous avons très peu abordé les questions d'environnement. Je suis moi-même conseiller régional d'Île-de-France et je me souviens avoir assisté à de très longs débats sur la qualité de l'air : eh bien, les métros sont parmi les secteurs de Paris les plus pollués par les particules fines, alors même que l'on incite les citoyens à délaissier leur voiture pour prendre les transports publics. À l'occasion de cette Exposition universelle, nous pourrions, par exemple, nous préoccuper de la modernisation de nos équipements – sujet rarement évoqué.

M. Edward Arkwright. Mme Sophie Errante et M. Yves Nicolin ont parlé, entre autres, de la signalétique, du sourire et des langues.

J'observe que pour M. Augustin de Romanet, l'accueil est la priorité. Sa première décision a été de recruter du personnel d'accueil ; car l'accueil passe d'abord par l'humain. Si l'on veut un sourire, il faut quelqu'un derrière. Et si l'on est étranger, il est plus agréable d'entendre quelqu'un s'exprimer dans sa langue que d'avoir recours à un écran.

La langue donne accès à l'emploi. Le premier budget de formation est donc consacré à l'apprentissage des langues étrangères – plutôt le chinois, par exemple, que l'anglais qui, finalement, aujourd'hui, va de soi. D'ailleurs, vous ne trouverez plus, dans nos aéroports, des gens qui ne maîtrisent pas un minimum d'anglais.

Ensuite, nous avons emprunté à l'aéroport de Lyon une démarche extrêmement performante, qui s'appelle « *Airport helper* ». Je précise que l'ensemble de la communauté aéroportuaire se trouve concernée. En effet, nous sommes tous acteurs d'une même chaîne, qui est celle de l'accueil. De fait, pour le passager, que l'on soit policier, douanier, bagagiste, sous-traitant de compagnie ou salarié d'aéroport, cela ne fait pas de différence. Nous portons donc tous maintenant le petit badge « *Airport helper* », qui indique aux passagers que nous sommes à même de les renseigner.

Enfin, grâce aux travaux menés avec le Conseil régional d'Île-de-France et le Comité régional du tourisme, nous essayons de faire en sorte que les touristes puissent accéder facilement à Versailles ... et ne pas devoir se contenter de l'admirer sur les panneaux que nous avons installés dans l'aéroport depuis maintenant un an.

Maintenant, je crois qu'il faut remercier l'État de s'être mobilisé pour nettoyer l'A1. La question est de savoir si cela durera après la COP 21. Et cela nous ramène aux incivilités évoquées par M. Stéphane Volant.

Je tiens à préciser que le CDG Express sera financé différemment de tous les autres projets. La concentration d'argent sur des modes de transport dédiés ne se traduira pas par un manque de financement des transports du quotidien en Île-de-France ou sur les territoires. Le modèle économique que nous portons avec SNCF Réseau et avec l'État garantit contre le risque d'éviction, dans la mesure où ce sont les entreprises publiques qui se mobilisent. Le caractère public de nos deux entreprises permet d'accepter des taux de rentabilité que n'auraient pas acceptés, notamment, les concessionnaires précédemment désignés.

Mais nous ne sommes pas là pour parler du CDG Express. Il n'y a pas de risque d'éviction, comme semble le craindre M. Yves Nicolin : d'une part, il y a un montage innovant – celui que vous avez accepté par cette habilitation ; d'autre part, tous ces projets se font parce qu'ils sont complémentaires. Cela vaut pour l'Exposition universelle, cela vaut pour les JO, et cela vaut pour la stratégie de développement. Il y a une cohérence dans l'ensemble de ces projets. Je ne sais pas s'ils aboutiront tous, mais je sais qu'ils sont portés par les mêmes infrastructures et les mêmes projets d'infrastructures.

Enfin, M. Jean-Pierre Blazy a soulevé le problème des nuisances sonores. On peut les compenser par l'insonorisation et par l'utilisation d'une ressource fiscale établie à cette fin. Mais cela ne fait pas tout, et il faudra s'appuyer sur le progrès technique et innover en matière de transport aérien. Par exemple, on peut organiser les vols de façon que ce ne soient pas toujours les mêmes personnes qui supportent les nuisances. Là encore, il faut se dire que « cela commence aujourd'hui ». Sinon, on ne va pas faire rêver.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, ce projet commence aujourd'hui dans le sens où tous nos collaborateurs, dans nos entreprises, doivent pouvoir porter cette ambition dès lors que les pouvoirs publics l'auront décidé, la revendiquer et faire en sorte que notre enthousiasme se propage.

M. le président Jean-Paul Chanteguet. Nous venons justement de mettre en place une mission d'information sur les nuisances aéroportuaires, dont les deux corapporteurs sont M. Jacques Alain Bénisti et M. Christophe Bouillon.

Je voudrais maintenant vous remercier les uns et les autres pour cet échange particulièrement intéressant sur l'Exposition universelle 2025, qui constitue un enjeu formidable pour le pays, la région parisienne et la France. J'espère de tout cœur que ce projet sera accepté. Mais il est clair qu'au-delà de sa dimension économique et de sa dimension d'aménagement du territoire, il faudra prendre en compte sa dimension environnementale.

Nous allons tous travailler pour faire aboutir ce beau projet.

Membres présents ou excusés

Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire

Réunion du mercredi 18 mars 2015 à 9 h 30

Présents. - M. Yves Albarello, M. Alexis Bachelay, M. Serge Bardy, M. Florent Boudié, M. Jean-Louis Bricout, M. Vincent Burroni, M. Jean-Yves Caullet, M. Jean-Paul Chanteguet, M. Luc Chatel, M. Guillaume Chevrollier, M. Jean-Jacques Cotel, Mme Florence Delaunay, Mme Françoise Dubois, Mme Sophie Errante, M. Olivier Falorni, M. Yannick Favennec, M. Jean-Marc Fournel, M. Jean-Christophe Fromantin, Mme Geneviève Gaillard, M. Claude de Ganay, M. Alain Gest, M. François-Michel Lambert, Mme Viviane Le Dissez, Mme Martine Lignières-Cassou, M. Gérard Menuel, M. Yves Nicolin, M. Bertrand Pancher, M. Philippe Plisson, M. Christophe Priou, Mme Catherine Quéré, Mme Sophie Rohfritsch, M. Gilles Savary, M. Jean-Marie Sermier, M. Thierry Solère, Mme Suzanne Tallard, M. Thomas Thévenoud, M. Jean-Pierre Vigier

Excusés. - Mme Laurence Abeille, M. Julien Aubert, M. Jacques Alain Bénisti, Mme Chantal Berthelot, M. Christophe Bouillon, M. Yann Capet, M. Stéphane Claireaux, M. David Douillet, M. Laurent Furst, M. Charles-Ange Ginesy, M. Christian Jacob, M. Jacques Kossowski, M. Alain Leboeuf, M. Rémi Pavros, M. Napole Polutélé, M. Martial Saddier, M. Gilbert Sauvan, M. Gabriel Serville

Assistaient également à la réunion. - M. Jean-Pierre Blazy, M. Philippe Noguès